



Ce projet est cofinancé
par l'Union européenne



La voix des jeunes du Sahel

Dialogue entre jeunes et institutions

Problématique stratégique, solutions structurelles

Les quelques 50 millions de jeunes de moins de 30 ans représentent aujourd’hui presque 65% de la population dans les pays du G5 Sahel. Or les perspectives d’avenir de cette jeunesse sont limitées : faible niveau d’éducation en raison d’un système scolaire engorgé par l’explosion démographique, liberté de circulation entravée par l’insécurité, marché du travail atone et paupérisation rampante. En outre le fossé générationnel engendré par le contraste entre globalisation de la jeunesse et conservatisme des anciens, ajouté à un sentiment d’exclusion des processus décisionnels politiques, inhibent d’autant l’épanouissement de cette génération. Aussi les tentations de la violence, du crime organisé et de la migration sont fortes. Reste l’action associative et politique, qui nécessite néanmoins que les organisations de jeunesse renforcent leurs capacités à formuler leurs griefs et exprimer leurs besoins de manière constructive et participative. Des mécanismes de dialogue structurés doivent ainsi être mis en place afin d’élaborer des politiques en faveur de la jeunesse auxquelles les jeunes puissent s’identifier, s’associer à leur mise en œuvre et mesurer leur impact réel. À la veille d’un nouveau cycle d’élections dans les pays du G5 au Sahel, la question de la jeunesse est un enjeu politique majeur.



Faire remonter l’information, casser les silos

Face au fossé générationnel qui menace la cohésion sociale et politique au Sahel, ce projet contribue à structurer un dialogue entre associations de jeunesse et institutions étatiques au Sahel dans le but de favoriser l’implication de la jeunesse dans l’élaboration des politiques sociales et économiques aux niveaux local, national, régional et international. A cette fin, un réseau de 1 250 représentants d’associations de jeunesse au Mali, Niger, Burkina Faso, Tchad et en Mauritanie a été constitué et représente plus de 1 000 organisations regroupant elles-mêmes des centaines de milliers de jeunes du Sahel. Un soin particulier a été apporté pour assurer une représentation équilibrée entre femmes et hommes, jeunesse rurale et urbaine, élites et communautés vulnérables, tribus majoritaires et minoritaires.

A sein de chacun des cinq pays d’intervention, sont gérés depuis mai dernier des espaces de dialogue structurés autour des thèmes de la formation académique et professionnelle, de l’accès au marché du travail, de la participation citoyenne des jeunes, de la tentation de la migration et du phénomène de la radicalisation religieuse.

Les débats se tiennent successivement à quatre niveaux :

- entre associations de jeunesse au niveau local et national ;
- entre ces associations et leurs autorités locales traditionnelles, civiles et religieuses ;
- entre ministères impliqués dans la gestion des politiques en faveur la jeunesse ;
- finalement, entre délégués des associations de jeunesse et leurs gouvernements.

Les conclusions et recommandations de ces divers dialogues alimentent à leur tour le processus d'élaboration de la Stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel. Finalement ce projet est destiné à nourrir un dialogue entre les gouvernements sahéliens et leurs partenaires internationaux dans la perspective de programmes de coopération Nord-Sud plus proches des besoins de la jeunesse du Sahel.

Initier une dynamique, pérenniser le dialogue

Depuis mai 2017, le projet a impulsé une dynamique par une action simultanée à tous les niveaux :

- 25 cadres locaux de dialogue ont été mis en place à travers les cinq pays d'intervention. Une à deux rencontres par cadre de dialogue local ont été organisées à ce jour pour un total de 37 réunions.
- Cinq cadres nationaux de dialogue ont été mis en place. Deux à trois rencontres en capitale par pays ont été facilitées à ce jour pour un total de 12 réunions.
- Un cadre régional de dialogue a été mis en place sous les auspices du G5 Sahel, avec une première rencontre régionale tenue à Nouakchott.
- En marge de la rencontre entre l'Union Européenne et le G5 Sahel qui s'est tenue en juin 2017 à Bamako, une rencontre a été facilitée entre 75 délégués d'associations de jeunesse du Sahel, du Maghreb, d'Europe et de la diaspora sahélienne, la Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et les cinq ministres des Affaires étrangères du G5 Sahel.

Garantir la représentativité

Le projet implique à ce jour :

- 1 250 jeunes, soit 250 jeunes par pays et 50 jeunes par région d'intervention (5 régions par pays), représentant 1 000 organisations formelles et informelles de la jeunesse au Sahel.
- 50 ministères et institutions (à l'instar des agences nationales de l'emploi), pour une moyenne de 10 par pays.
- Les cinq conseils nationaux de la jeunesse des Etats respectifs et leurs antennes régionales impliquées dans les zones d'intervention.

« Les jeunes rejettent toute la faute sur les autorités. Mais qu'en est-il de leur responsabilité ? »

Vers un impact structurel

Le projet a d'ores-et-déjà permis de :

- Formuler des messages clairs et structurés des associations de jeunesse à leurs autorités respectives.
- Mettre en place les bases de mécanismes de médiation locaux destinés à prévenir et gérer les conflits inter-générationnels.
- Mettre en place un cadre de dialogue entre les associations de jeunesse émergentes et les conseils nationaux et régionaux de la jeunesse.
- Alimenter un dialogue interministériel sur les politiques en faveur de la jeunesse au Mali, Burkina Faso, Niger et Tchad.
- Associer le G5 Sahel aux cadres de dialogue nationaux afin d'alimenter le processus d'élaboration de la future stratégie intégrée de la jeunesse du G5 Sahel.
- Initier un dialogue avec 50 jeunes de la diaspora en Europe pour qu'ils relaient leurs perceptions et propositions de contribution quant aux défis identifiés dans chacun des pays d'intervention.
- Initier un forum de discussion en ligne afin qu'un plus grand nombre de jeunes sahéliens contribue aux échanges.

Ce projet mis en œuvre par le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est cofinancé par l'Union européenne et le Royaume du Danemark, et mené en coordination étroite avec les autorités nationales et le G5 Sahel.

